

Les négociations et accords politiques entre la majorité présidentielle et l'opposition politique en R.D.Congo.

Des échecs transformés en faux succès politiques

« A quoi servent des négociations politiques si un camp ou l'autre tient mordicus à tout gagner? »
Germain Kuna Maba.

Introduction

Les aspects et l'ampleur d'une crise politique sont perceptibles à partir des différentes tractations qui sont pratiquement menées en dehors du cadre légal, pour concilier les points de vue des acteurs étatiques et non-étatiques sur l'épineuse question de la gestion du pouvoir politique. Il est admis que le pouvoir politique demeure à ce jour un phénomène qui cause encore des dégâts énormes dans les sociétés qui n'en ont pas encore ni la maîtrise ni la culture. Par ailleurs, les problèmes d'insécurité chronique, la dictature, la violation des droits humains, les déboires socioéconomiques, les problèmes de sous ou mal développement, ... trouvent généralement leur fondement dans le mauvais usage du pouvoir par ses détenteurs ou lorsque ceux qui y aspirent se le disputent en dehors du cadre légalement établi. Pourtant les deux règles en la matière sont suffisamment claires et précises : un cadre légal approuvé par tous à travers la loi de la majorité et son respect par tous sans exception.

C'est pour dire que le contrôle du pouvoir politique dans une société étatique et son exercice dans des conditions requises exigent

un cadre légal et un minimum de confiance entre son détenteur, les forces politiques, économiques et sociales, et l'opinion publique. On parlera alors de la légalité et de la légitimité des institutions et organes mécaniques ainsi que de leurs animateurs.

Si hier la contrainte masquée ou non masquée et l'idéologie suffisaient amplement pour qu'un pouvoir s'impose non sans difficulté dans un espace sociétal, aujourd'hui les choses ont sensiblement évolué et se passent différemment. Bien évidemment, il est des acteurs qui se trompent encore d'époque et s'évertuent malicieusement au jeu de l'illégitimité et de l'illégalité. En attendant que leur aventurisme politique ne soit arrêté, celui-ci aurait déjà causé du tort et des dommages souvent irréparables à l'ensemble de la société. Ce qui démontre bien, de nature, que toute crise ayant pour principal enjeu le contrôle et l'exercice du pouvoir politique dans un Etat donné, est complexe, dangereuse et dévastatrice. Et tout le monde la prend au sérieux à cause de ses ramifications non seulement au niveau interne mais aussi externe. Tel est le sens de toutes sortes de pressions exercées sur le détenteur illégitime du pouvoir et sur ses adversaires pour tenter de résoudre la crise en réduisant le plus possible les risques de déferlement des violences et leurs conséquences sur la société.

C'est dans cette logique qu'il faudrait inscrire la multiplicité des négociations tenues directement et indirectement, officiellement tout comme officieusement entre les différentes forces politiques en présence. Les dites négociations peuvent prendre la forme de concertations, de consultations ou d'entretiens et se soldent par la conclusion d'un accord de sortie de crise avec en perspective la normalisation de la gestion du pouvoir étatique.

L'on se demanderait bien pourquoi il faudrait tant de négociations et d'accords pour résoudre un problème déjà bien identifié. Que cachent en réalité les différentes manches de ces négociations ? A qui profiteraient cette crise et ces accords ? Voilà quelques questions que l'on peut logiquement se poser lorsqu'on cherche à comprendre les sinusoïdes d'une crise politique ayant

comme soubassement un contrôle et un exercice du pouvoir dans l'illégitimité et ou dans l'illégalité.

La République Démocratique du Congo est un cas atypique. En effet, ce pays est tristement réputé pour ses cycles de négociations interminables depuis son indépendance en 1960, à cause justement des récurrentes crises de légitimité de ses dirigeants. Un recul dans un passé récent, c'est-à-dire entre 2012 et 2017, nous permet de cerner et d'expliquer les jeux et les enjeux des tractations politiques ainsi que des accords qui en résultent.

Pour rappel, la RDC a, entre 2012 et 2017, connu respectivement quatre dialogues officiels, trois consultations menées directement par le chef de l'Etat au Palais de la nation et quatre accords politiques. Il s'agit du dialogue d'Addis-Abeba, qui a donné lieu à l'accord cadre d'Addis-Abeba du 26 février 2013 ; des concertations nationales du Palais du peuple, qui a donné naissance aux résolutions des concertations nationales d'août 2013 ; du dialogue de la Cité de l'Union Africaine, qui a produit l'accord politique du 18 octobre 2016 et du dialogue du Centre interdiocésain de Kinshasa avec l'accord de la Saint-Sylvestre de décembre 2016. De manière officieuse, plusieurs dialogues ont été tenus entre la majorité présidentielle et l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) avec plusieurs rounds qui ont produit des accords politiques, dont celui d'Ibiza en Espagne.

Notons à ce niveau que l'existence de plusieurs accords politiques dans un espace de temps assez réduit est un indicateur non trompeur d'une crise politique et d'une instabilité institutionnelle.

1. Le dialogue et l'accord d'Addis-Abeba

Il y a d'abord l'accord d'Addis-Abeba entre les pays de la SADC, qui avait comme objectif final la pacification de l'Est du pays et comme objectifs spécifiques, notamment, la reddition de la rébellion du M23. Pour rappel, la République Démocratique du Congo était de nouveau en guerre au mois de mai 2012. Et ce,

quelques jours seulement avant l'investiture du premier gouvernement du dernier quinquennat du président de la République, réélu en novembre 2011. En fait, des militaires brassés à l'occasion de la signature de l'accord global et inclusif du dialogue inter-congolais de 2002 et qui étaient basés dans la province du Nord-Kivu sont entrés en rébellion contre les institutions de la République.

Il s'agit précisément d'une rébellion née des cendres d'une autre rébellion, menée par le Congrès National pour la Défense du Peuple, CNDP en sigle, que dirigeait Nkunda Batware. Ce dernier est un général dissident sorti du Rassemblement des Congolais pour la Démocratie (RCD/Goma), un mouvement rebelle émanant de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL), une autre organisation « rebelle » qui mena la lutte contre le régime de Mobutu de 1996 à 1997. Tous ces différents mouvements rebelles ont tiré leurs soutiens politiques, matériels, logistiques et financiers principalement du Rwanda et de l'Ouganda, des pays qualifiés d'agresseurs par Kinshasa.

A la base de cette guerre, le non-respect par le gouvernement, selon les insurgés, des accords signés le 23 mars 2009 à Goma pour pacifier l'Est du pays. En effet, cette partie du pays est une zone qui, depuis 1996, demeure le bastion d'une violence sans nom, avec une quarantaine des groupes armés actifs³⁶, des massacres quasi quotidiens, des déplacés en nombre indéterminés, des viols systématiques des femmes, une grande circulation de plus d'un million d'armes légères³⁷,...

L'on retiendra que les déroutes énigmatiques de l'armée nationale face aux rebelles du M23, cristallisées principalement par la chute de la ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu et second quartier général de la MONUSCO, les accusations du gouvernement national faisant état du soutien du Rwanda et de l'Ouganda au mouvement rebelle, les accusations de l'inertie et de

³⁶ Insécurité dans l'Est de la RDC, in <http://www.pole-institute.org/echos/echo21.htm>, page consultée le 13 mars 2017.

³⁷ Idem

la passivité de la MONUSCO ainsi que les nombreuses indignations de la communauté internationale face à la recrudescence des violences dans l'Est, vont notablement jouer en faveur de la résolution pacifique du conflit, à travers une implication directe des Nations Unies. D'où les assises d'Addis-Abeba et l'accord qui en est issu.

L'on pourra également retenir de cet accord l'engagement solennel des pays voisins de la RDC de concourir à la stabilité de la sous-région, de s'abstenir à fournir de l'aide et surtout de ne servir en aucune manière de base arrière à un quelconque mouvement rebelle congolais. La RDC de sa part s'engageait à affermir ses institutions, à promouvoir et à consolider la culture démocratique pour couper l'herbe sous les pieds à tout fauteur des troubles³⁸.

La lecture de cet accord permet de comprendre avant tout que la RDC y est présentée comme un Etat faible, fragile et visiblement incapable de sécuriser ses frontières face aux incursions des milices étrangères. Mais aussi, un Etat rabougri et incapable de sécuriser ses citoyens et leurs biens dans des conditions requises. C'est pour dire que n'importe quel aventurier armé peut, dans ces conditions, prendre le risque de l'attaquer sans craindre le pire. Le pays connaît vraisemblablement de sérieux problèmes d'organisation et d'efficacité de son système de défense et de sécurité.

En outre, l'on pourra déduire de cet accord qu'il existe un conflit toujours ouvert et permanent entre la RDC et ses voisins des Grands Lacs, dont la source est méticuleusement et malignement dissimulée, avec comme conséquence sa récurrence et sa non-résolution. Ce qui en donne la nette impression d'un conflit plastique, c'est-à-dire un faux conflit, monté de toute pièce, soigneusement entretenu, et qui cache et garantit des intérêts inavoués des uns et des autres. Et de ce conflit, l'on notera que le maillon le plus faible est la RDC qui est toujours en position de la pauvre victime accusatrice. Le pays paie très cher le prix de ces conflits armés en termes de décimation de sa population, du retard de développement et de la mauvaise image qui s'ensuit. Il est

³⁸ Lire à cet effet, l'accord cadre d'Addis-Abeba du 26 février 2013.

pourtant curieux de constater que c'est le pays le plus grand en termes de superficie et du nombre d'habitants, qui dispose des ressources financières de loin supérieures à celle de ses voisins, qui compte une armée de 120.000 hommes dont une centaine de généraux, qui dépense des millions de dollars américains par an pour son armement, qui est le plus coincé. Comme pour dire qu'il y a quelque chose de louche dans ces vrais faux conflits.

Par ailleurs, l'on retiendra de cet accord la faiblesse du leadership politique congolais et son incapacité de gérer les conflits internes. Ce qui a conduit les déçus et les abandonnés de la route à le contester et à le combattre par la violence. De cet accord aussi, l'on notera l'implication de la communauté internationale pour régler une crise qui embrasait toute la sous-région des Grands Lacs, une partie de la SADC et de la CEEAC. C'est ce qui justifie d'ailleurs la mise en place d'une force spéciale d'intervention de l'ONU chargée du mandat d'appliquer le chapitre 7 de la charte de l'ONU, étant composée des éléments des pays voisins qui avaient pu anéantir, aux côtés de l'armée nationale, les rebelles du M23 seulement. Une fois de plus, le salut de la République était venu de la communauté internationale.

Il est consternant de constater que chaque fois que la RDC fait face aux graves crises qui menacent son existence, il se tire toujours d'affaire grâce à l'appui des autres. Les Congolais sont visiblement incapables de régler leurs différends sans une médiation extérieure. Les quelques initiatives locales se soldent, sinon toujours du moins souvent, par des cuisants échecs que seuls les Congolais ont l'exceptionnelle manie de transformer en succès. Cette déshonorante situation arrive tout simplement parce que le Congolais, en général, et les hommes politiques, en particulier, reconnaissent difficilement leurs erreurs, leurs torts ou leurs manquements. Ils sont habités par un drôle de courage qui les pousse à justifier mêmes des bêtises qu'eux seuls trouvent normales. En outre, ils ont une manière singulière d'interpréter les textes. Et quand ils doivent défendre leurs âneries, ils sont prêts à recourir aux arguments les plus farfelus sans tenir compte du ridicule. Sans honte ni gêne, ils peuvent en l'espace de quelques

heures changer diamétralement de positions, jusqu'à soutenir farouchement même une thèse qu'ils condamnaient âprement auparavant. C'est vraiment un problème de valeur morale, d'éthique et de discipline personnelle. On a l'impression d'être en face des personnages politiques qui n'ont pas de parole à donner, aucun honneur à sauvegarder. Ceci est une preuve irréfutable d'une éducation de base ratée, d'une formation scolaire et universitaire totalement bâclée et, surtout, d'une absence criante de modèle. Tricher, rouler les autres ou les tromper, se compromettre en cherchant à gagner à tout prix, ... sont devenus pour eux un art dans lequel ils sont passés pour des champions. Et dans leurs étourderies, ils ont curieusement et bizarrement des soutiens au niveau de la société, et même des intellectuels ou encore parmi des religieux. Voilà pourquoi il faut que les autres, qui gardent encore leur indépendance d'esprit et font preuve d'un esprit critique, ramènent les politiques congolais sur la voie de la raison. En plus, il faut qu'ils les suivent, comme de petits enfants, pour s'assurer qu'ils respecteront leurs engagements après avoir juré de les honorer. Toutefois, nous savons pertinemment bien, que cela se fera non sans difficultés, tant la démarche relève d'une activité de longue haleine.

2. Les concertations nationales et leurs résolutions

Pour donner suite à l'une des recommandations de l'accord d'Addis-Abeba, faire face au besoin de la cohésion nationale après la guerre du M23, et régler la crise postélectorale née de la contestation de la réélection du président de la République par l'opposition politique, le leadership du pays s'est lancé dans l'entreprise d'un dialogue politique, avec les forces politiques et sociales.

Ce dialogue a été précédé d'une série de consultations de la classe politique et des acteurs de la société civile menées par le chef de l'Etat lui-même, à l'issue desquelles une ordonnance convoquant le dialogue a été signée le 25 juillet 2013. Les travaux de ces assises, sous la co-direction du président de l'Assemblée nationale

et de celui du Sénat, débutèrent le 1^{er} août et prirent fin le 22 septembre 2013. C'est le 12 octobre 2013, à l'occasion d'un discours sur l'état de la nation que le président de la République prit acte des résolutions des concertations nationales et l'engagement de les appliquer, dans un avenir très proche, pour reprendre ainsi ses propres termes.

De ces concertations nationales entièrement dirigées par des Congolais, l'on pourra retenir que le pays était à la genèse d'une autre crise politique. C'était le moment et le meilleur moment de la régler. Les acteurs politiques étaient plus ou moins disposés à discuter sur les mécanismes de consolidation de l'espace démocratique du pays et des conditions de relance du processus de développement et de pacification de l'Est dans un climat de concorde nationale. Le pays, en dépit de la guerre, connaissait une situation de stabilité relative de son économie. Les partenaires étaient aussi disposés à accompagner le pays dans sa marche pour son essor sociétal. Les critiques acerbes étaient moins nombreuses et les dirigeants bénéficiaient encore d'un capital crédit de la part de l'opinion nationale.

Mais il y a lieu de constater que les concertations nationales n'ont cependant réglé aucun problème. Le départ était mauvais et avait tout fauché. Car au lieu de réunir les acteurs politiques les plus représentatifs de la crise et tenter avec eux de résoudre bien et une fois pour toute cette crise, le pouvoir a préféré jouer au jeu de diviser pour mieux régner.

Pour rappel, plusieurs partis politiques de l'opposition, dès le départ, avaient rejeté ces consultations menées par le président de la République, fustigeant l'approche utilisée, celle de les considérer comme de simples acteurs à mettre aux ordres, en lieu et place des partenaires politiques à part entière. Leur absence très remarquée signifiait tout simplement que les résolutions des concertations nationales ne les engageaient aucunement. C'est ainsi que Kuna Maba dira : *« le pays aurait connu un troisième temps fort si les concertations nationales, tenues en 2013 étaient une réussite totale. C'est-à-dire, avoir pu réunir toutes les forces vives du pays, du*

moins les plus représentatives, trouver des perspectives de la fin de la guerre dans l'Est et jeter les bases de la stabilité politique, de la relance économique et de l'amélioration des conditions de vie de la population »³⁹.

Les résolutions des concertations nationales sont d'ailleurs restées lettre morte. Il est vrai qu'un gouvernement, dit de cohésion nationale, en est issu pratiquement une année après la fin des travaux. On pouvait croire que c'est l'opposition politique qui avait payé le tribut le plus lourd car plusieurs de ses partis, autrefois très critiques vis-à-vis de la majorité, avaient fait un rétropédalage en échange des postes ministériels. L'opposition perdit ainsi certains de ses meilleurs éléments qui s'en allaient grossir désormais le rang de la majorité. Mais que non. C'est plutôt la majorité qui en était sortie perdante. L'objectif de cohésion nationale n'ayant pas été atteint, le pays restait ainsi dans la crise ; ce qui en a rendu difficile la gouvernance. Désormais, c'est le bras de fer avec une opposition qui n'attend plus rien laisser à un pouvoir qui ne doit faire que des passages en force pour continuer son bonhomme de chemin, avec toutes les conséquences susceptibles d'en découler. L'une de ces conséquences est justement l'exacerbation et la complexité de la crise politique, à laquelle va s'ajouter la crise économique et sociale.

Cette situation est arrivée parce que les acteurs politiques de la majorité, d'une part, et ceux de l'opposition, d'autre part, ne comprennent toujours pas le sens qu'il faut accorder à la paix, au développement et à l'image du pays ; bref à l'intérêt général.

Et, aussi curieux que cela paraisse, au lieu de prendre des mesures pour corriger cette situation, la majorité va se complaire en chantant, le jour comme la nuit, les mérites d'une messe politique qui s'est soldée par un cuisant échec. Comme d'habitude, l'échec des concertations nationales se transformera, avec l'aide des médias et de ses leaders d'opinion, en un faux succès politique. Pour sa part, au lieu de trouver des perspectives de sortie de crise en termes

³⁹ KUNA MABA (2014), *Relèvement de la RDC. Nécessité interne et préalable de la réinvention de l'Afrique*, Terabytes, Kinshasa, p. 264.

de contre- propositions constructives, l'opposition politique multipliera des actions et des positions pour clouer davantage le pouvoir. Croyant mieux faire, l'opposition préparait en effet le lit d'un échec collectif à travers l'enlisement de la crise, qui a fait reculer le pays. C'est pour dire que l'opposition et la majorité ont manqué de l'intelligence politique pour gérer cette situation. L'on peut vraisemblablement se poser la question sur les capacités réelles des acteurs politiques congolais de comprendre les notions élémentaires d'une République au regard de leur agir.

3. Les discussions secrètes entre la majorité présidentielle et l'UDPS

Si faire comme si tout allait bien était la règle au niveau de la majorité, démontrer que la situation ne cessait de se dégrader était, par contre, la règle pour l'opposition. A l'instar d'une grossesse qui ne se dissimule guère, la crise politique manifestait également ses symptômes, qui sont toujours bien étouffés par le pouvoir. Mais les faits sociaux et politiques sont, comme on dit, têtus, si bien qu'on finit toujours par être rattrapé par ces réalités. Ainsi, avec le temps, le pouvoir n'avait pas de réponses claires à donner à la préoccupation principale qui était à la base de cette crise politique et de ses ramifications, à savoir les élections générales dans le délai constitutionnel. Cette déficience conduira l'opposition à tirer à boulets rouges sur la majorité, l'accusant de préparer un glissement et un nouveau mandat pour son autorité morale. La population va s'en mêler et cela produira des troubles de janvier 2015.

Pour une fois, le premier parti de l'opposition, l'UDPS, en appellera à un dialogue politique pour résoudre la crise. Une demande que la majorité et une frange importante de l'opposition politique rejeteront d'emblée avant de revenir à la raison. Entre-temps, la majorité saisira cette occasion pour négocier directement avec la première force politique de l'opposition, incarnée par l'opposant historique Etienne Tshisekedi. Ces négociations se dérouleront en Italie, en France et en Belgique entre juillet 2014 et

décembre 2015⁴⁰. Des accords secrets de passivité politique, de reddition de l'opposition et de partage du pouvoir dans une transition apaisée pour des élections apaisées aussi en résulteraient. Mais il s'agit là des accords sans lendemain.

L'on pourra dès lors noter que l'idée des négociations informelles et directes entre les deux principales forces politiques, théoriquement de gauche (socio-démocrate) qui se regardaient en chien de faïence, durant pratiquement trois ans, est assez intelligente, très courageuse et louable. En effet, les hommes d'Etat devraient en un moment donné savoir taire leurs divergences pour se concentrer sur l'essentiel qui est l'intérêt général. Cet effort de dépassement fourni par les deux parties pour regarder dans la direction de la paix et du développement mérite d'être apprécié à sa juste valeur. C'est ainsi que devraient en principe se comporter les acteurs politiques congolais.

Mais le bât blesse à partir du moment où ledit effort n'a pas produit les résultats escomptés. En effet, la culture de l'impolitique a malheureusement fini par reprendre le dessus sur l'intérêt national. Comme qui dirait, chassez le naturel, il revient au galop. C'est ainsi que des tractations qui étaient censées demeurer secrètes seront dorénavant connues, du seul fait que chacune des deux parties était incapable de respecter sa parole et d'honorer ses engagements vis-à-vis de l'autre.

Il se pose ici la question de la conception que les deux forces politiques ont du pouvoir, des institutions et de la société. Mais aussi des valeurs républicaines, ce qui constitue la base même de toute action politique dans une société qui se veut démocratique. Il est assez curieux de constater que les deux forces politiques, toute proportion gardée, ont une très mauvaise appréhension de la chose publique. Accéder au pouvoir demeure à leurs yeux l'occasion de devenir un petit roi, d'assujettir les autres, de jouir des avantages

⁴⁰ Ces dates que donnent les négociateurs lorsqu'ils sont interrogés dans des médias ne traduisent pas vraiment la réalité. En effet, les contacts entre les deux parties, à travers leurs négociateurs, avaient débuté un peu plus tôt et ont continué même pendant la tenue du dialogue de la Cité de l'Union Africaine.

que procure le pouvoir, de neutraliser les autres pour rester le seul maître à bord, de distraire l'opinion par des discours démagogiques,...L'on comprend que l'idée de servir, de promouvoir le développement, de consolider la démocratie, de redorer l'image du pays n'occupe pas une place de choix en eux. En fait, c'est le pouvoir pour le pouvoir tout en faisant semblant d'agir grâce aux tapages médiatiques. C'est pour dire que l'UDPS, une fois au pouvoir, se comportera exactement comme la MP. C'est bien cela le drame de la société congolaise qui a besoin, en réalité, d'un changement profond de son système politique et de la transformation totale de ses hommes politiques. Il faut absolument des hommes nouveaux avec un nouvel esprit. Sinon, le pays continuera à faire du sur place.

Peut-être l'histoire pourra nous contredire. Mais il se dégage que la majorité fera tout pour écraser l'opposition avec les moyens peu catholiques tant qu'elle sera aux commandes. (Tricheries électorales planifiées, des dispositions illégales pour défavoriser l'opposition, les violations systématiques des droits civils et politiques, la manipulation de l'opinion, utilisation des moyens de l'Etat aux fins politiciennes,...) De même, l'opposition fera aussi tout pour écraser la majorité avec des moyens asymétriques. (des marches de protestations avec des morts en filigrane pour faire porter la responsabilité à la majorité et la discréditer ainsi à l'opinion internationale, des contestations stériles rien que pour rendre le pays ingouvernable, la manipulation de l'opinion,...) Les grands perdants dans tout cela sont le peuple et la République. Pendant ces temps, les politiciens quant à eux pourront toujours se taper une vie de rêve avec les moyens publics : gros salaires, résidences et véhicules officiels, innombrables frais généraux, acquisition des biens de haut de gamme, scolarisation de leurs enfants dans les pays occidentaux, des soins de santé dans les meilleurs hôpitaux du monde, des *enjoys* à fréquence régulière,... Les opposants peuvent aussi troquer leur silence ou digression au prix des avantages financiers et matériels qu'ils obtiennent en catimini. C'est pour dire qu'avec les zizanies politiques, les politiciens eux perçoivent des jetons de présence, s'engraissent aux

frais de l'Etat, se tapent tout un tas de facilités. C'est comme si les choses étaient tout-à-fait normales pour eux. Il leur est difficile dans ces conditions de songer et de travailler réellement pour le relèvement de l'Etat.

Il est par ailleurs étonnant de constater que lesdites négociations ont duré plus d'une année. Ce qui veut dire qu'ils n'étaient pas en mesure de se mettre d'accord sur les principes de base ayant pu leur permettre de travailler ensemble pour l'intérêt supérieur de la nation. Ainsi, chacun campait sur ses positions, croyant être le centre de la terre ou se donnait plus d'importance que l'autre, défendait ses points de vue sans l'idée d'une moindre concession, trouvait normal ce qui ne l'était pas, prenait le peuple pour une chasse gardée ou une propriété privée.

Les rounds illimités des négociations avec des accords inachevés pourraient permettre de comprendre, une fois de plus, que les acteurs politiques congolais sont incapables de trouver des compromis ou de les respecter sans l'intervention des tiers. Leurs signatures ne valent rien à leurs propres yeux.

Et comme il fallait s'y attendre, au lieu de tirer des leçons de leurs échecs pour rectifier les tirs, les deux parties, sans la moindre gêne, transformeront cet échec en un faux succès politique. Ils vanteront sans moindre scrupule leur capacité de se surpasser jusqu'au moment où l'UDPS dénoncera l'attitude prédatrice et les visées dictatoriales de la majorité pendant que celle-ci, à son tour, fustigera les prétentions démesurées de l'UDPS. Ce qui conduira à une rupture brutale et totale entre les deux parties.

Logiquement, à moins de deux années de la fin du mandat présidentiel, la majorité n'avait visiblement pas d'intérêt à perdre le temps, l'énergie, les ressources humaines et financières en négociant avec l'opposition. Il lui aurait suffi d'engager simplement et résolument la nation sur la voie des élections. Mais ne l'ayant pas fait, l'on est bien en droit de se demander sur quoi elle négociait vraiment. Que cacherait en réalité sa propension à trouver un compromis avec l'opposition ?

4. Le dialogue de la cité de l'Union Africaine et l'accord du 18 octobre 2016

L'impasse des négociations secrètes avec l'UDPS va conduire la majorité à organiser des négociations directes avec la classe politique et la société civile. Comme avec les concertations nationales, c'est le chef de l'Etat qui a pris le devant en initiant les consultations directes avec les acteurs politiques et ceux de la société civile à partir du mois de mars 2015. Une fois de plus, ces consultations sont boudées et rejetées par l'opposition politique et une grande partie de la société civile. Cependant, quelques membres de l'opposition se désolidarisèrent de la ligne officielle de leur parti pour y prendre part, créant ainsi des fissures en leur sein.

Il fallait attendre huit mois pour que le chef de l'Etat signe enfin une ordonnance convoquant le dialogue politique avec comme principal objectif de baliser la voie à l'organisation des élections apaisées.

C'était le début de pingpong entre la majorité et l'opposition politique, du moins la plus représentative, (excepté l'UDPS qui partageait l'idée du dialogue) qui rejetait l'idée d'un dialogue tout en conviant la majorité à mettre des moyens à la disposition de la CENI pour que celle-ci les départage à travers les urnes. Mais la majorité jouera gros et tout à la fois en répondant prudemment et sélectivement aux exigences et préalables de l'UDPS et de ses alliés, lesquels iront du retrait de l'ordonnance présidentielle au format du dialogue, en passant par la désignation d'un médiateur international, la libération des prisonniers politiques, l'ouverture des médias de l'opposition. Ce pingpong prendra presque une année dans la mesure où c'est au mois de septembre 2016 que finalement ledit dialogue aura lieu.

Il faut souligner qu'entre-temps, l'UDPS et ses alliés n'y prirent point part ; ce fut plutôt l'autre aile de l'opposition, la dynamique de l'opposition dynamitée, incarnée par Vital Kamerhe, président de l'UNC. Ce dernier disait quelques jours plus tôt à qui voulait l'entendre à travers quasiment tous les médias privés du

pays que lui et ses alliés ne donneraient même pas trente minutes de plus au Président Kabila pour rester au pouvoir au-delà de son mandat qui devait échoir le 19 décembre 2016. Mais il faut vite dire que cette frange de l'opposition est restée campée sur sa position initiale pendant plus de dix mois.

Kamerhe en agissant ainsi avait des idées derrière la tête : prendre de cours l'UDPS et ses alliés qu'il a toujours considérés comme ses redoutables rivaux politiques, se positionner en leader de l'opposition pour les futures élections et se refaire une santé financière avec la primature qu'il ornait. Qui croyait prendre a été pris. Erreur stratégique, incurie, obstination ou inexpérience politique ? Bref, l'homme n'obtint rien du tout. Il sera désormais appelé « kameroon », une déformation du nom du caméléon, pour stigmatiser son inconstance et sa versatilité politique. Les réseaux sociaux en ont fait leur affaire. Bien plus, son parti en est sorti divisé avec trois scissions et des départs de certaines personnalités de premier ordre. Il est fort à parier qu'il sera encore roulé s'il s'obstine dans sa voie de lutter en solo et en amateur contre la majorité qui le connaît fort bien. Visiblement, il y a plus malin que lui dans son ancienne famille politique. Et prendre Kamerhe dans un petit jeu stratégique comme un gamin imbu de lui-même et obstiné était peut-être une occasion tant rêvée par ses anciens compagnons pour le discréditer et même prouver clairement enfin qu'il n'était pas celui qu'il prétendait être : le stratège qui faisait le bonheur de la majorité mais un simple bénéficiaire ingrat de son action stratégique.

C'est le mardi 18 octobre 2016 que les quelque 300 délégués au dialogue politique de la Cité de l'Union Africaine (CUA) signeront, sous la facilitation du Togolais Edem Kodjo, l'accord politique devant régir le pays au-delà du 19 décembre 2016, date consacrant la « fin théorique » du mandat du président de la République. La lecture de cet accord politique nous amène à réfléchir sur sa portée et surtout sur son avenir dans un pays où la crise politique aura pris désormais une autre tournure.

Officiellement, l'objectif global du dialogue politique tel que soutenu par la majorité présidentielle est d'avoir un processus électoral apaisé. Ceci, pour ne plus connaître des élections chaotiques, truffées d'insécurité et de contestations de résultats comme en 2011. Mais une simple réflexion suffit pour comprendre que cet objectif cache en réalité le vrai souci de la majorité au pouvoir, à savoir : comment continuer à gérer le pays après le 19 décembre 2016, alors que son autorité morale, le président de la République, sera au-delà de son dernier quinquennat. Surtout que cette situation arrive tout simplement parce qu'elle n'a pu (sinon voulu) organiser les élections générales qui devraient permettre au pays de connaître la toute première alternance pacifique au sommet de l'Etat. Ce souci est en fait le vrai objectif dudit dialogue.

Ce dialogue-là serait bien différent de celui que la véritable opposition politique réclame. Celle-ci, devant le fait accompli des contraintes techniques, qui obstruent la tenue des élections dans le délai constitutionnel, voudrait plutôt un dialogue technique autour de la CENI pour avoir des garanties de l'alternance pacifique au sommet de l'Etat. Les deux camps camperont ainsi chacun sur sa position. C'est dans cette logique que l'opposition lucide et non manipulée va se réfugier pour manifester le refus et le rejet dudit dialogue.

Mais une autre partie de l'opposition et de la société civile aura, quant à elle, sa propre appréhension du dialogue : comment partager le pouvoir avec la majorité durant la période transitoire artificielle ? Cet objectif poursuivi par cette frange d'acteurs sociopolitiques rencontrera fort heureusement l'assentiment de la majorité. D'aucuns diraient même que le partage du pouvoir aurait été l'appât tendu par la majorité pour amener l'opposition à la table du dialogue. C'est pour dire que la majorité, en soutenant le dialogue, n'y voyait rien d'autre que la balise de la voie pour un nouveau mandat en faveur du président Kabila. Au moment où une frange de l'opposition, qui a participé aux négociations de la CUA, a trouvé dans ce dialogue une belle opportunité d'accéder au pouvoir. L'autre frange, qui n'y avait participé, ne jurait que sur des garanties pour une alternance au pouvoir au sommet de l'Etat.

A travers le dialogue de la CUA, l'on aura enfin compris ce que la majorité avait toujours recherché à travers des dialogues, à savoir : la prolongation des échéances électorales de deux ans au moins, pour donner la possibilité à son autorité morale de réaliser la conservation du pouvoir et le laminage de l'opposition. L'accord signé lui était très favorable si bien qu'elle se hâta pour son application. Notons tout de même que la signature dudit accord, 35 jours après les négociations, n'aurait pas été possible sans la facilitation du médiateur togolais, fait confirmant ainsi l'un de nos postulats selon lequel les acteurs politiques congolais ne sont pas capables de s'entendre sans une médiation extérieure.

Néanmoins, pour le dialogue en question, l'apport dudit facilitateur était bien nul, du moins en termes des résultats. En effet, plutôt que de résoudre la crise, l'accord signé n'avait fait que la rendre beaucoup plus complexe. Comme avec les concertations nationales, la majorité ne put discuter avec les vrais acteurs de la crise, c'est-à-dire, l'opposition politique, la vraie opposition. A ce problème d'inclusivité, il faut ajouter les réactions de la rue du mois d'octobre 2016 avec leur cohorte de malheurs. En outre, la communauté internationale, celle-là qui intervient toujours lorsque le pays vit ses moments les plus difficiles, a pris ouvertement position contre l'accord signé à la CUA.

L'on peut donc déduire au regard de ce qui précède que le dialogue de la CUA s'était bien soldé par un échec. Sans pour autant regarder la vérité en face et sans tirer les leçons du passé, la majorité et la frange de l'opposition signataire de l'accord mobiliseront tous leurs efforts pour vanter les mérites de cet accord. Un diable est vite indexé, l'ennemi de la paix identifié, ceux qui refusent les élections, selon eux, sont aussi identifiés. Les valeurs sont renvoyées aux calendres grecques et la raison a cédé la place aux sentiments. Un peu comme qui dirait : ceux qui ne sont pas avec nous sont, dans le cadre de l'accord signé, contre la République ! Une fois de plus, comme dans les habitudes des acteurs politiques congolais, un cuisant échec est savamment transformé en un faux succès politique.

Au niveau de l'opinion, une question demeurait sur toutes les lèvres : la majorité respecterait-elle un simple accord politique quand elle n'a pas voulu respecter la Constitution ? Très vite, les dindons de la farce étaient connus. L'application de l'accord connaissait déjà quelques couacs. C'est la majorité qui aura parfaitement tiré son épingle du jeu en divisant une opposition qui a renoncé à son combat au prix des maroquins et des avantages matériels. Les leaders de l'opposition signataire de l'accord quant à eux étaient tout simplement disqualifiés aux yeux de l'opinion. Mais ils obtinrent des postes ministériels. Une sorte de compensation.

5. Le dialogue du centre interdiocésain de Kinshasa et l'accord de la Saint-Sylvestre ainsi que ses arrangements particuliers

Malgré la signature de l'accord du 18 octobre 2016, la situation politique du pays n'avait pas du tout changé. La crise politique était à son comble et le pays frôla une guerre civile avec des manifestations anti-régimes du mois d'octobre, de novembre et de décembre 2016. Avec des pressions internes et externes, la majorité n'avait plus d'autres choix que de discuter avec ce qu'on appelait désormais la vraie opposition politique du pays, qui revêt sensiblement à la baisse ses nombreux préalables. La mission de médiation a été confiée à la Conférence Episcopale Nationale du Congo, CENCO en sigle, sous l'œil vigilant de la communauté internationale.

Les négociations sont âpres et les deux parties parviennent finalement à un accord le 31 décembre 2016, accord que la majorité signa sous réserve, après plus d'un mois de tractations. Vinrent ensuite des arrangements particuliers relatifs aux mesures d'application de l'accord signé. Les deux parties prendront trois mois pour ne jamais se mettre d'accord autour de deux petits points, à savoir la modalité de désignation du Premier ministre et de la personne habilitée à présider le Conseil national de suivi de l'accord. Les évêques finiront par jeter l'éponge face à ce qu'ils ont

qualifié de mauvaise foi et de l'égoïsme des acteurs politiques. Le blocage conduira le chef de l'Etat à initier une série de consultations de la classe politique et de la société civile à l'issue desquelles il trancha d'autorité sur les deux points de désaccord, en privilégiant, bien entendu, la position défendue par sa famille politique. C'est dans cette logique qu'un gouvernement sera mis en place, sous la complicité des dissidents de la vraie opposition et les arrangements particuliers signés après leur tripataouillage.

Le dialogue du Centre interdiocésain aura vécu et de cette énième expérience des dialogues politiques en RDC, l'on retiendra avant tout la persistance de la crise politique et l'incapacité des acteurs politiques congolais de la régler durant cinq ans en dépit de toutes ses conséquences sur le plan politique, économique et social. C'est pour dire que les acteurs politiques congolais font toujours passer leurs intérêts avant ceux de la population et du pays. Eux qui, avec leurs familles, sont entretenus à 100 % aux frais de la République mais qui travaillent contre elle en la plongeant dans des crises sans fin. Cela, sans autre forme de procès, s'appelle manquer de patriotisme, de sens de l'intérêt général et de la notion de l'image du pays. Nous avons donc affaire à une classe politique des médiocres, des inconscients, des affairistes, des abrutis... bref, des défroqués politiques. A cause d'eux, le pays est aujourd'hui la risée du monde. Il s'agit des gens sur qui la nation ne peut nullement compter pour son progrès économique et social.

Les deux points de divergence qui ont conduit à l'échec du dialogue pouvaient bien être réglés avec un peu d'intelligence politique ou de dépassement personnel tant du côté de la majorité que de celui de l'opposition. Il est utile de noter avant tout, qu'il s'agit des points hautement stratégiques qui renferment en eux le gage de la stabilité ou du dysfonctionnement de l'Etat.

Le premier point concerne la nomination du Premier ministre. L'accord prévoit que celui-ci est « désigné » par l'opposition et « nommé » par le président de la République, et ce, conformément à la Constitution. La majorité exigeait pour ce faire au moins trois noms des membres de l'opposition parmi lesquels le

président nommerait le premier ministre, alors que l'opposition tenait à un seul nom.

Le problème est que la majorité craignait tout simplement la présence d'un premier ministre de l'opposition indépendant d'esprit, charismatique, compétent et populaire qui exercerait pleinement ses pouvoirs au bénéfice de la population et qui ferait voir les limites des gouvernements précédents. Ce qui pourrait entraîner sa disqualification au niveau de l'opinion et présagerait son échec aux élections que l'opposition organiserait. Une situation de vraie cohabitation entre le président de la République et le premier Ministre, inadmissible pour la majorité, tant elle constituait un risque qu'elle ne pouvait en aucun cas prendre. La majorité a fini par se donner raison au vu de l'intransigeance de l'opposition face à cette question.

Par ailleurs, le problème pour l'opposition se situait au niveau du refus de toute manipulation des primaturables par la majorité, qui cherchait un premier ministre qui serait aux ordres. Ne pas transiger sur ce principe était pour l'opposition une manière de préserver son indépendance, de travailler pour se confirmer, de gagner les élections à venir, et de se montrer crédible aux yeux de l'opinion, avec la réputation d'être capable de dire non aux dictats du chef de l'Etat. L'opposition a fini, elle aussi par se donner raison au vu de l'intransigeance de la majorité face à cette question.

On peut comprendre que les deux parties avaient un agenda caché par rapport à la primature. Cependant, si l'une des parties, la majorité par exemple, pouvait exiger des garanties de bonne collaboration au premier ministre proposé, les choses auraient pu être réglées et la crise serait une fois pour toutes résolue. D'ailleurs, dans un passé récent, le chef de l'Etat avait travaillé avec des anciens chefs de guerre sous l'expérience de quatre vice-présidents. En revanche, l'opposition pouvait aussi proposer, si elle le voulait bien, trois noms ; quitte à jouer à malin, malin et demi. Etant donné que son dévolu à ce poste était Félix Tshisekedi, elle aurait pu surprendre avec des listes de trois noms qui, si elles ne bloquaient pas la majorité, elles l'auraient au moins placée devant un fait

accompli. Comme, par exemple : Félix Tshisekedi, Etienne Tshisekedi et Marthe Tshisekedi. Ou alors, Moïse Katumbi, Eugène Diomi et Felix Tshisekedi. Et même, Felix Tshisekedi, Pierre Lumbi et Marthe Tshisekedi⁴¹.

Le deuxième point concerne la présidence du CNSA. En fait, ce poste dans l'accord est attribué au président du Conseil des sages du RASSOP, qui était Etienne Tshisekedi, décédé entre-temps au mois de février 2017. Pour la majorité, ce poste ne pouvait plus revenir de droit au nouveau président du rassemblement de l'opposition mais plutôt faire l'objet d'un nouveau consensus. Un point de vue que rejeta l'opposition qui estimait que la question avait déjà été réglée par l'accord.

L'enjeu de ce deuxième point pour la majorité était d'éviter à tout prix la personne du nouveau président du Comité des sages du Rassemblement de l'opposition, qui n'est personne d'autre que Pierre Lumbi, ancien conseiller spécial du chef de l'Etat en matière de sécurité, passé il y a quelques mois à l'opposition pour avoir eu le courage de dénoncer le projet d'un nouveau mandat planifié par sa majorité pour le président de la République. Accepter sa désignation à la tête du CNSA serait pour la majorité un affront et une victoire en perspective pour une opposition qui disposerait désormais des moyens politiques d'organiser les élections que redoute la majorité. Pour l'opposition, renoncer à la présidence du CNSA serait renoncer tout bonnement à l'accord ; ce qui serait un mauvais précédent pour sa stricte application. Aussi ne voulait-elle pas décevoir un combattant de grande facture dont la présence à ce poste contribuerait au meilleur aboutissement du processus électoral.

Le problème qui se pose au niveau de ce deuxième blocage est celui des sentiments des individus qui ont été placés au-dessus de l'intérêt général. Il pouvait bien être géré principalement par la

⁴¹ Des combinaisons ici ne sont qu'à titre d'exemple. La première liste tout comme la seconde mettrait la majorité dans une situation d'embaras avec des perspectives d'un autre blocage. L'idée à ce niveau est de montrer qu'il faut être capable de prendre son adversaire dans son propre piège. Comme on le dit souvent en stratégie : est pris qui croyait prendre.

majorité en mettant un peu d'eau dans son vin et en laissant libre cours au nouveau président du Comité des Sages du Rassemblement. De même, le Rassemblement de l'opposition pouvait aussi surprendre en renonçant à ce poste pourvu que l'institution soit installée et parvienne à fonctionner. Mais cette idée devait provenir de l'intéressé lui-même. Il en serait sorti grand. En effet, en politique, il faut aussi savoir jouer au *qui perd gagne*.

Dès lors, l'espoir que pouvait susciter l'accord de la Saint-Sylvestre au niveau de la population et de la communauté internationale s'envola. Ledit accord ne sera d'ailleurs pas appliqué au sens strict du terme. En fait, dans ces négociations, aucun de deux camps n'était vraiment prêt et disposé à faire des concessions importantes. La majorité ne voyait dans ces négociations qu'un simple moyen pour phagocyter l'opposition et demeurer par-dessus tout le maître incontournable du jeu politique. Et l'opposition croyait avoir obtenu l'occasion tant rêvée pour fragiliser le pouvoir de l'intérieur, le discréditer et finalement accéder au pouvoir tout en tirant profit des moyens publics. Sans l'idée de compromis, une épreuve de force sera engagée et très vite, le faible neutralisé. Le sera-t-il pour combien de temps ? Mais l'on peut raisonnablement se demander à quoi servent des négociations politiques si un camp ou l'autre tient mordicus à tout gagner?»

Les deux blocages nous rappellent l'antagonisme entre les deux principales forces politiques qui étaient déjà en pourparlers informels en Italie, Belgique...dont a fait mention antérieurement. L'explication de l'échec reste la même⁴².

L'échec des négociations du Centre Interdiocésain pourrait aussi s'expliquer par l'incapacité des acteurs politiques Congolais de se mettre d'accord sans les interventions des tiers. La présence des prélats catholiques, des personnalités crédibles de la République, n'a pas pu contraindre les politiques à adopter des solutions médianes. Bien au contraire, ils n'hésitaient pas à tirer sur eux, en les vilipendant avec des propos frisant des insultes à peine

⁴² Cfr Les discussions secrètes entre la majorité présidentielle et l'UDPS. Pp.139-142.

voilées, sans moindre respect ni retenue, lorsque ceux-ci essayaient, de bonne foi, de les raisonner.

Mais comme dans ses habitudes, l'échec du dialogue du Centre Interdiocésain est transformé en un succès par la majorité qui tirera entre-temps profit d'une dissidence du Rassemblement de l'opposition pour propulser à la tête du gouvernement et du CNSA des exclus de ladite plate-forme. L'accord est appliqué dit-elle sans cesse dans tous les médias et se félicite même des efforts par elle fournis pour arriver à un compromis que « tout le monde » respecte. Parfois il est difficile d'expliquer cette attitude qui consiste à se tromper soi-même et d'en être satisfait. Comment peut-on être si fier de soi, se montrer arrogant et intransigeant quand on sait qu'on est sur la mauvaise route ? A moins de jouer au théâtre. Même alors, il y a des choses, comme la gestion de la république, qui exigent du sérieux et un minimum du bon sens. Bref, la situation étant celle-là, il faut faire avec.

En définitive, la crise n'a pas été résolue. Le spectre des violences planent toujours. Les élections demeurent quant à elles incertaines. Et l'hypothèse d'un nouveau dialogue ne serait pas non plus à exclure. Seulement, un dialogue à quel moment, après quels évènements et pressions, avec quels acteurs, pour résoudre quel problème et sous la médiation de quel animateur ?

Conclusion

La gestion du pouvoir étatique et de ses instruments dans un pays qui se veut stable politiquement est confiée à un groupe d'individus durant une période donnée. Elle se renouvelle régulièrement après un intervalle de temps convenu. Cela s'appelle l'alternance pacifique et civilisée au sommet de l'Etat à l'issue d'une élection présidentielle crédible, apaisée, juste et transparente. Ce principe sacro-saint de la démocratie est non seulement le gage par excellence de la légitimité et de la légalité des institutions républicaines mais aussi de la paix, de la sécurité et du développement. Un principe que la RDC n'a jamais expérimenté depuis son accession à l'indépendance en 1960.

Il ressort que ceux qui ont reçu mandat du peuple en 2011 en RDC n'ont pas été en mesure de faire respecter ledit principe à force de vouloir conserver le pouvoir à tout prix. Ils sont donc tombés dans le piège de l'égoïsme politique, de l'incapacité notoire et du manque d'élégance politique. Ce qui entraîne ainsi le pays dans une situation de crise politique. Un simple regard critique suffirait pour comprendre, comme nous n'avons cessé de le rappeler, qu'il s'agit là d'une crise politique délibérément créée et soigneusement entretenue à travers des dialogues et des consultations soi-disant officiels ou officieux mais dont des échecs sont transformés à des faux succès.

Cette situation arrive surtout parce que les acteurs de l'opposition ne semblent pas faire preuve d'assez d'intelligence politique pour cerner les vrais enjeux de cette crise politique, déjouer les pièges à eux tendus et surtout obtenir ce que leurs adversaires de la majorité refusent et repoussent le plus loin que possible, à savoir la tenue dans le plus bref délai des élections générales.

Tant que l'équation se présenterait de cette manière, aucun dialogue politique et aucune consultation menée par le chef de l'Etat ne résoudrait la crise politique qui sévit en RDC. A ce rythme, le pays irait de dialogue en dialogue, de consultation en consultation, d'accord en accord sans toutefois parvenir à ses fins et ce, jusqu'à ce qu'un beau jour un plus fort surgisse pour mettre désespérément fin à ce cycle qui ressemble ni plus ni moins à un théâtre de chez nous.

Il faut absolument que l'équilibre des forces change d'un côté ou de l'autre. L'opposition politique, la vraie, peut venir à bout de la majorité en ne la suivant pas dans ses stratégies mais plutôt en développant sa propre ligne d'actions qu'elle imposerait à l'ensemble de la société politique. Mais dans cette entreprise, les acteurs de l'opposition devraient être conscients que leurs adversaires de la majorité ne seraient pas distraits comme eux l'ont, le plus souvent, été. Ils devraient chercher, eux aussi, à reprendre la main. Elle peut aussi surprendre en organisant les élections avec un

joker. C'est bien cela ce que l'on appelle avoir de l'intelligence politique.

Mais au-delà de cette lutte de recomposition de l'espace autoritaire, il se pose la question de l'entretien de l'éthique et des valeurs dans l'univers politique congolais. En d'autres termes, le pays en est là tout simplement parce que ses acteurs politiques, de la majorité tout comme de l'opposition, privilégient avant tout leurs propres intérêts, au détriment de ceux de la population, et n'ont aucun sens du patriotisme et de l'image emblématique de la nation qu'ils sont pourtant censés garantir.

Bibliographie sélective

- Accord-cadre d'Addis-Abeba, Addis-Abeba, texte inédit, février 2013.
- Accord politique de la cité de l'Unité Africaine, texte inédit, Kinshasa, octobre 2016.
- Accord politique du centre interdiocésain de Kinshasa, texte inédit, Kinshasa, décembre 2016.
- Arrangement particulier de l'accord politique du centre interdiocésain de Kinshasa, texte inédit, Kinshasa, juin 2017.
- Cabinet du président de la république, *Discours sur l'état de la nation*, Kinshasa, texte inédit, octobre 2013.
- CENCO (2016), *Message de la Conférence Episcopale Nationale du Congo du 10 décembre 2016*, texte inédit, Kinshasa.
- CENCO (2017), *Le pays va très mal. Debout, congolais !*, Kinshasa.
- KUNA MABA (2014), *Relèvement de la RDC. Nécessité interne et préalable de la réinvention de l'Afrique*, Terabytes, Kinshasa.
- LOTOY ILANGO (2017), *Dialogues et démocratie en RDC*, LBEP, Kinshasa.

- MPUNDU NYIMI (2010), *Un autre Congo est possible si...*, Kinshasa, Editions du Groupe Amos.
- MUTINGA MUTUIHAYI (2010), *R.D.Congo, la république des inconscients*, Potentiel, Kinshasa.